

11) Nicaragua : les mouvements étudiants émergents en tant qu'acteurs de la lutte contre la corruption



En avril 2018, un groupe de manifestants, pour la plupart des personnes âgées, ont été sauvagement agressés par des forces de choc adeptes du gouvernement nicaraguayen. Il s'agissait de civils armés avec la liberté de réprimer, même en présence des forces de

police. La manifestation pacifique avait pour but de rejeter les réformes du système de retraite de l'Institut nicaraguayen de la sécurité sociale (INSS). La répression a fait des centaines de morts, des prisonniers politiques, des exilés, des estropiés et des étudiants expulsés des universités. Cet événement a déclenché le soulèvement populaire dans tout le pays.

En termes de résistance non-violente, les étudiants universitaires représentent l'une des populations les plus importantes du pays dans la mesure où ils dirigent depuis longtemps les manifestations contre le régime, en exigeant la cessation de la violence contre la société civile, le respect des droits de l'Homme, la démocratie, la liberté et la justice. Les actions menées par la jeunesse universitaire nicaraguayenne ont pour but de détruire les piliers de la corruption qui se trouvent dans différents domaines du système politique. Bien que peu de résultats aient été obtenus en raison des circonstances répressives, ces groupes jouissent d'une crédibilité dans la société. Ils sont reconnus comme des acteurs qui luttent pour un changement positif au Nicaragua.

La corruption ne concerne pas seulement l'utilisation abusive des ressources publiques. Il s'agit, dans une perspective plus large, de comportements non éthiques dans différents espaces de la vie sociale (publique ou privée). Selon l'Institut interaméricain des droits de l'Homme, la corruption au sens classique de la pensée politique **était l'abus autoritaire du pouvoir**, jusqu'à son exercice tyrannique. Cela implique, par exemple, l'enrichissement illégal ou illégitime des hommes politiques ou, plus généralement, des autorités, ou le soutien illégal ou illégitime aux causes ou organisations auxquelles ils sont intégrés, même s'ils ne bénéficient pas personnellement, grâce à leurs fonctions ou à leurs liens avec leurs titulaires. Le fait est que, dans des contextes autoritaires, l'abus de pouvoir ouvre diverses possibilités de commettre des actes de corruption.

Pour cette raison, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays (avec l'appui des exilé/es), des campagnes de dénonciation nationale et internationale ont été menées, participant à l'audience publique de la 177e session de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (2020); propositions de politiques publiques; réforme de la législation; rédaction de rapports tels que le **Rapport élargi sur les violations des droits de l'Homme des étudiants expulsés des universités**; et l'encouragement de processus de mémoire (**Livre blanc**) mettant en évidence les cas de corruption et de violation des droits de l'Homme d'un État totalitaire. Il est très louable que les stratégies des étudiants universitaires aient été mises en œuvre dans le cadre de la lutte non-violente contre la corruption.

Dans le domaine du droit à l'éducation, les mouvements étudiants ont dénoncé le fait que les établissements d'enseignement publics sont cooptés par le parti au pouvoir pour commettre des actes de corruption et instrumentaliser l'éducation à des fins partisans. En outre, la mauvaise utilisation des fonds publics alloués aux universités a suscité des protestations pacifiques parmi les étudiants. Les plaintes publiques incluent également les autorités académiques pour atteinte à l'autonomie universitaire en raison de leurs liens avec le parti politique au pouvoir; les partis politiques traditionnels sont sévèrement mis en cause parce qu'ils ont été présentés comme des collaborateurs du régime; aux élites économiques pour avoir placé leurs intérêts au-dessus des besoins de la société civile et pour être alliées au parti politique qui impose une dictature au Nicaragua; et même l'action d'acteurs émergents de l'opposition politique a été remise en question, ceux qui, sous couvert de leur profilage contre le gouvernement, ont prétendu résoudre des actes de corruption personnel ou de tiers.

Sur la base des demandes formulées, les étudiants ont mené diverses formes de résistance non-violente dans leur lutte contre la corruption : marches, sit-in, piquets de grève, satire, lettres ouvertes, dénonciations publiques et, surtout, campagnes d'activisme numérique. L'une des actions les plus représentatives a eu lieu au début de 2018 : les marches. Celles-ci ont généré un grand soutien populaire. Mais lorsque le régime a empêché ces manifestations pacifiques, les groupes d'étudiants ont mis en place des sit-in et des piquets de grève qui, bien que moins nombreux, ont attiré l'attention des médias. Ce type d'action a été relativement moins dangereux et le nombre d'étudiants arrêtés ou affectés a diminué.

Ces formes de résistance civile, malgré la violence exercée par l'État, ont permis le positionnement international sur la problématique actuelle au Nicaragua. Il y a eu des déclarations et des condamnations contre le régime ou des sanctions internationales contre des fonctionnaires du régime. Cela montre que la lutte non-violente a eu des effets substantiels, c'est une preuve que la population nicaraguayenne refuse de tomber sur un terrain de guerre, ce qui légitime toute

revendication sociale.

Une autre façon de légitimer les actions sociales a été de récompenser les leaders étudiants. Par exemple, l'étudiante en médecine expulsée de l'université et, en outre, emprisonnée politiquement à plusieurs reprises, Amaya Coppens, lauréate du Prix international du courage féminin décerné par le Département d'État des États-Unis; la militante étudiante et défenseuse des droits LGBTIQ+, Victoria Obando, a reçu le prix Tulipe pour la défense des droits de l'homme décerné par le Royaume des Pays-Bas; Levis Rugama, également victime d'emprisonnement politique et

d'expulsion universitaire, a reçu le Prix Jeune de la Paix (Bolivie); Alejandra Centeno, également militante et expulsée de l'université, a obtenu en Espagne le prix Alpha Sigma Nu décerné par les universités jésuites et la Fédération des Étudiants de l'Université du Costa Rica a décerné une reconnaissance au leadership et au parcours dans la promotion des Droits, du jeune militant Enrique Martinez. Tous les prix mentionnés ci-dessus sont des prix internationaux, liés à la constance et au leadership dans la lutte contre la corruption, en faveur des droits de l'Homme et pour la lutte non-violente.

La lutte contre la corruption est donc devenue une partie de la nature des mouvements étudiants. Cependant, ces groupes n'ont pas été épargnés par les critiques et les remarques qui, bien qu'elles puissent être des erreurs réelles, font partie du processus d'apprentissage et de maturation organisationnel et personnel des dirigeants et des dirigeantes. Ils ont bien pris ces questionnements en compte, un aspect qui les présente comme des sujets politiques capables de corriger. C'est une valeur importante car, dans le spectre politique national, de telles initiatives n'existent pas ou ne se veulent pas.

Les mouvements étudiants, même dans le cadre d'une expérience organisationnelle limitée, sont capables de lancer une série d'actions non-violentes qui s'opposent aux systèmes corrompus et autoritaires dans tous les domaines.

Elthon Rivera Cruz

Activiste et défenseur des droits humains en matière d'étudiants, de liberté académique et d'autonomie universitaire au Nicaragua.